



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org



Quand Omicron vient contrarier le charlatanisme !

« **Le vaccin réduit de 85 % le risque d'infection y compris à Omicron !** », propos ahurissants tenus par notre inénarrable Ministre de la santé, le 05 Janvier dernier, devant l'Assemblée Nationale et à l'endroit de quelques délégués provisoires du peuple souvent becs coi ou endormis. Chacune de ses sorties est une pièce de théâtre sans souffleur ou alors, si il y en a un, c'est forcément un disciple de Bacchus. Veran - alors frais remplaçant de Buzyn - nous avait si aimablement gratifié du fameux et très philosophique "*Les cas contacts des contacts ne sont pas des cas-contacts*", voilà que de guerre lasse il s'y perd dans l'adviene que pourra... Le ridicule ne tue pas mais **mantè pa ni mémwa !**

Omicron a été hâtivement utilisé comme nouvelle plaie d'Egypte par le gouvernement pour lui permettre de faire la seule chose qu'il sait faire : **Mentir, bricoler et stigmatiser une frange de la population pour cacher son incurie et sa soumission aux puissances d'argent**. Mais voilà, ce sacripant d'Omicron n'est pas une crapule que son cousin germain, Delta. Si Omicron n'est pas létal, il se diffuse dans la population comme du venin de scolopendre et rien ne l'arrête, même pas les solutions géniques de Pfizer ou Moderna à deux, trois ou quatre doses.

L'arnaque commence à se laisser voir d'autant que le contrat avec les 90% de "vaccinés" prévoyait seulement deux doses - toujours dixit le même ministre - pour le retour au paradis terrestre. L'arnaque est tellement visible que les hôpitaux font exactement le contraire de ce que l'ARS met en avant comme argument pour foutre à la porte des professionnels qui ont sauvé le CHUG de l'incendie de 2017 et de la première vague. Ainsi, l'ARS affirme qu'un soignant ne peut soigner en prenant le risque de transmettre la COVID aux patients mais en pointant du doigt les soignants "non-vaccinés".

Le problème est que les "vaccinés" peuvent aussi transmettre et c'est bien le cas depuis quelques temps dans les hôpitaux de la Guadeloupe. Des foyers d'Omicron explosent alors que l'ARS affirme que 92% du personnel soignant seraient "vaccinés". Pourtant, on contraint les professionnels malades à venir travailler, c'est le cas avéré à l'EPSM et à Saint-Martin, notre enquête dans les autres Etablissements semble bien confirmer la tendance. Nous courrons exponentiellement vers une épidémie de professionnels "vaccinés / Omicronisés" mais obligés de travailler, donc de transmettre.

La première question est de savoir pourquoi les autorités sont arc boutées sur leurs erreurs, façon jusqu'au-boutiste, en se contredisant à longueur d'actions et de communications ? En fait, et n'en déplaise à nos pacifistes du Mémorial Acte, il faut analyser la situation par le prisme politique qui consiste à chercher à qui profite un tel chaos généralisé, l'affaire COTELLON - comme tant d'autres collatérales - n'étant qu'un écran de fumée pour aider à cacher les vices d'un gouvernement et de ses appendices locaux aux abois.

La deuxième question est de savoir comment ces autorités ont pu dépenser des milliards d'argent publics pour un produit inefficace que l'on tente, vainement, de sauver par une phrase crétine mais répétée à longueur de journée : "*Il protège des formes graves*" ? Il n'y avait jamais de millions pour investir et embaucher dans un système de santé publique efficace mais on trouve des milliards pour financer de grosses entreprises transnationales qui fournissent des traitements inopérants tout en interdisant des traitements opérants.

Quand on sait qu'un million de secondes correspond à 13 petits jours mais que qu'un milliard de secondes correspond à 33 longues années, il y a de quoi s'offusquer en rapportant ces chiffres en bénéfices nets. Il est vrai, que ces entreprises financent à leur tour les partis politiques corrompus qui se succèdent au pouvoir depuis des années... N'est-ce pas Monsieur le Sénateur ? Mais la douloureuse ne saurait tarder avec l'endettement et le nouveau cratère de la sécurité sociale, et bien-sûr qui sont les bibis qui payeront la facture ?

Il fut un temps où les idéologues du système avaient imposé des médicaments génériques fabriqués dans les "pays pauvres" moins coûteux mais, selon eux, aussi efficaces. Aujourd'hui, ces mêmes "pays pauvres" ne sont pas capables de produire des vrais vaccins, toujours selon eux, malgré le fait qu'ils n'aient quasiment plus de COVID contrairement aux "pays riches". Par contre, ils sont toujours considérés comme déchetteries puisqu'on cherche à leur refourguer deux "vaccins" de "pays riches" qui n'ont pas fait leurs preuves au point de s'avérer dangereux... **Le capitalisme ne saurait se départir du colonialisme mais le charlatanisme apparaît gros comme un nez d'adulte sur un visage d'enfant.**

Quoiqu'il en soit, la FSAS-CGTG :

- **Condamne fermement** la volonté farouche du gouvernement d'imposer aux soignants, aux intervenants du médicosocial, du social et des services à la personne, aux enfants puis à toute la population, une stratégie dite « vaccinale » à répétition qui ne règle en rien cette pandémie mais jette le discrédit sur la science et remplit les poches des fabricants.
- **Dénonce fermement le passe vaccinal** destiné à asservir les citoyens et non à juguler la COVID.
- **Dénonce et combat** toutes les tentatives de division de la population sur le fondement sanitaire.
- **Exige** de l'Etat une posture responsable par sa participation à la table de négociation.
- **Exige une dérogation à l'application de la loi du 05 Août 2021**. Ce qui fût possible pour le Chlordecone doit l'être pour la COVID.
- **Exige** la réintégration de tous les professionnels suspendus, salariés- agents et libéraux.
- **Récuse** toute tentative de licencier-écarter les suspendus sur la base de l'abandon de poste, issue trouvée par les autorités après la suppression du licenciement par le sénat, alors qu'ils ont été mis en situation de non-travail en total irrespect du contrat de travail.
- **Exige** l'arrêt des réformes et de la T2A, sources premières des difficultés hospitalières.
- **Exige** le respect de la liberté de prescrire des médecins, meilleur porte de sortie.
- **Exige** des moyens pour soigner et accompagner en toute sécurité.
- **Exige** des traitements efficaces, moins coûteux et expérimentalement vérifiés dans d'autres pays. Des repositionnements de molécules sont avérés mais, jusqu'à ce jour, le déni des autorités est manifeste.
- **Exige** l'autorisation de vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers, l'expérience Cubaine étant l'une des meilleures pistes.
- **Exige** la formation de jeunes professionnels dans la santé, le médico-social, les services à la personne... afin de combler le manque de personnels.
- **Exige** un véritable plan de réorganisation sanitaire, gérontologique et médico-sociale sur le fondement des réalités archipélagiques, sismiques, volcaniques et cycloniques de la Guadeloupe.
- **Appelle** tous les professionnels du sanitaire, du médicosocial, du social, des services à la personne et la population, à continuer la mobilisation contre la loi du 05 Août 2021. « Vaccinés » ou non, le principe du danger implicite de cette loi demeure toujours pour la société entière.

(NOUS MANIFESTONS EN TEE-SHIRT FEDERAL - AVEC MASQUE ET GEL – EN GARDANT LES DISTANCES).

Basse-Terre, le 17 Janvier 2022